



RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

AOO – 20250030001000

**FOURNITURE DE COUCHAGES DE SECURITE
POUR LES HOPITAUX HAINAUT-CAMBRESIS**














Date et heure limites de réception des offres :

09/05/2025 à 12:00

Etablissement support :

CENTRE HOSPITALIER DE VALENCIENNES
Pôle Services – Cellule des marchés publics
Avenue Désandrouin – B.P. 479
59322 VALENCIENNES Cedex

L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	Objet	AOO – 20250030001000 – FOURNITURE DE COUCHAGES DE SECURITE POUR LES HOPITAUX HAINAUT-CAMBRESIS
	Mode de passation	Appel d'offres ouvert (AOO)
	Type de contrat	Accord-cadre
	Nombre de lots	Marché unique (absence de prestations distinctes)
	Délai de validité des offres	6 mois
	Forme de groupement	Aucune forme de groupement imposée à l'attributaire
	Variantes	Sans
	PSE	Sans
	Clause sociale	Sans
	Clause environnementale	Avec
	Durée (période initiale)	12 mois
	Reconduction	Avec (3 * 12 mois)
	Négociation	Sans

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation	4
1.1 - Objet	4
1.2 - Mode de passation	5
1.3 - Type et forme de contrat.....	5
1.4 - Décomposition de la consultation	5
1.5 - Nomenclature	5
1.6 - Réalisation de prestations similaires	5
1.7 - Renouvellement.....	6
2 - Conditions de la consultation	6
2.1 - Délai de validité des offres	6
2.2 - Forme juridique du groupement	6
2.3 - Variantes.....	6
2.4 - Prestations supplémentaires éventuelles (PSE).....	6
2.5 - Développement durable	6
3 - Conditions relatives au contrat	6
3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution	6
3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement.....	7
3.3 - Confidentialité	7
4 - Contenu du dossier de consultation des entreprises (DCE)	7
5 - Présentation des candidatures et des offres	7
5.1 - Documents à produire	8
5.2 - Echantillons.....	9
6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	10
6.1 - Transmission électronique.....	10
6.2 - Transmission sous support papier	11
7 - Examen des candidatures et des offres.....	11
7.1 - Sélection des candidatures	11
7.2 - Attribution du marché	11
7.3 - Suite à donner à la consultation	12
8 - Renseignements complémentaires	12
8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact	12
8.2 - Procédures de recours	12

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne :

AOO – 20250030001000 – FOURNITURE DE COUCHAGES DE SECURITE POUR LES HOPITAUX HAINAUT-CAMBRESIS

Le Centre hospitalier de Valenciennes, en sa qualité d'établissement support des hôpitaux Hainaut-Cambrésis, agit en tant que pouvoir adjudicateur.

Etablissements bénéficiaires :

- Centre hospitalier de Felleries-Liessies :

Le Centre hospitalier de Felleries-Liessies est en direction commune avec le Centre hospitalier de Maubeuge. Les deux établissements sont séparés de 23 kilomètres. Labellisé hôpital de proximité, il dispose de 314 lits et places, majoritairement en soins médicaux et de réadaptation (SMR) : locomoteurs, neurologiques, addictologiques, nutritionnels, gériatriques et polyvalents. Il prend également en charge les patients cérébrolésés et dispose d'une maison d'accueil spécialisée (MAS) de 60 lits. Il emploie 469 professionnels. En 2019, le Centre hospitalier de Felleries-Liessies a réalisé 86 000 journées d'hospitalisation et 41 000 consultations.

- Centre hospitalier d'Hautmont :

Le Centre hospitalier d'Hautmont dispose de 221 lits et places et propose une offre en soins médicaux et de réadaptation (SMR) et de consultations de gériatrie (mémoire, psychologie et oncogériatrie, etc.). Il dispose également d'un EHPAD de 135 lits et d'une USLD, ainsi que d'un service de soins infirmiers à domicile (SSIAD). Le Centre hospitalier d'Hautmont emploie 200 professionnels.

- Centre hospitalier de Le Quesnoy :

D'une capacité d'accueil de 756 lits et places d'hospitalisation, d'hébergement et de prise en charge à domicile et employant plus de 750 professionnels sur ses différents sites, le Centre hospitalier de Le Quesnoy (CHLQ) assure une partie de la prise en charge sanitaire et médico-sociale de la population des territoires de Le Quesnoy, de Bavay, de Landrecies (communes du Pays de Mormal) ainsi que ceux de Caudry et de Solesmes. Il dispose de services de médecine polyvalente et gériatrique, de services de soins médicaux et de réadaptation (polyvalents, gériatriques dont l'unité cognitivo-comportementale, réadaptation fonctionnelle, réadaptation respiratoires), en hospitalisation complète ou partielle. Un service de soins non programmés, un plateau d'imagerie (scanner, mammographie, échographie, radiologie) et un service de consultations spécialisées complètent cette offre sanitaire. Une importante offre médico-sociale complète la filière gériatrique : unité de soins de longue durée, quatre EHPAD rattachés et un EHPAD en direction commune, des services autonomie à domicile (SAD) dont une ESAD et une ESPRAD, des accueils de jour, une plateforme de répit des aidants et un centre local d'information et de coordination.

- Centre hospitalier de Maubeuge :

Le Centre hospitalier de Maubeuge est l'établissement de santé pivot du territoire de la Sambre-Avesnois, couvrant un bassin de 250 000 habitants. En tant qu'acteur majeur des soins de proximité, il occupe une place essentielle dans l'offre de soins locale. Fin 2021, le Centre hospitalier de Maubeuge a pris place dans une nouvelle infrastructure moderne à Maubeuge. L'hôpital offre une gamme complète de soins, notamment dans les domaines de la MCO, avec une dizaine de spécialités médicales, des soins critiques, des établissements maternité de niveau 2B et un service d'urgence pour adultes et enfants. Au total, il compte 485 lits et places et propose de nombreux dispositifs mobiles complémentaires. Il assure des activités multisites et pluridisciplinaires, notamment dans le domaine de la santé mentale, avec un centre de psychothérapie ainsi que plusieurs CMP et CATTP répartis sur le territoire. Le Centre hospitalier de Maubeuge gère également un cabinet dentaire, l'EHPAD de la maison du Moulin, ainsi que le Centre d'action médico-sociale précoce (CAMSP) d'Aulnoye-Aymeries.

- Centre hospitalier de Saint-Amand-les-Eaux :

Labellisé hôpital de proximité en 2021, le Centre hospitalier de Saint-Amand-les-Eaux est l'hôpital qui dessert principalement le bassin de vie de l'Amandinois. Doté d'un budget de 55 millions d'euros, il emploie 800 professionnels et comprend 226 lits et places d'hospitalisation en médecine, gériatrie, psychiatrie, addictologie, soins médicaux et de réadaptation polyvalents, neurologiques, nutritionnels et onco-hématologiques. Il dispose également d'un secteur médico-social constitué de 363 lits répartis sur deux EHPAD et d'une résidence autonomie de 24 places. En 2023, le Centre hospitalier de Saint-Amand-les-Eaux a réalisé environ 22 000 consultations.

- Centre hospitalier de Valenciennes :

Fort d'un collectif de plus de 5 500 professionnels investis, le Centre hospitalier de Valenciennes est l'établissement de recours et de référence du Hainaut-Cambrésis à tous les âges de la vie. Troisième établissement public de santé des Hauts-de-France après les deux Centres hospitaliers universitaires (CHU) que compte la région, il est l'établissement support des Hôpitaux Hainaut-Cambrésis. Le Centre hospitalier de Valenciennes a réalisé en 2022 plus de 108 000 passages aux urgences adultes et pédiatriques, 3 200 accouchements, près de 463 000 passages en consultations, 40 000 interventions chirurgicales et 135 000 admissions.

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

Il s'agit d'un accord-cadre sans montant minimum mais avec un montant maximum, qui est passé en application des articles L. 2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

Montant maximum : 56 000,00 € H.T. par période d'exécution.

1.4 - Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de décomposition en lots (absence de prestations distinctes).

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
18311000-2	Combinaisons

La nomenclature interne se décompose de la façon suivante :

Nomenclature	Libellé
18.311	Objets de pansements, de contention et traitement des plaies

1.6 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au fournisseur retenu, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

1.7 - Renouvellement

Il s'agit d'un marché renouvelable en raison du caractère récurrent des prestations.

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 6 mois à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

2.4 - Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Aucune prestation supplémentaire éventuelle (PSE) n'est prévue.

2.5 - Développement durable

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère environnemental dont le détail est indiqué dans le cahier des clauses particulières (CCP). Le cas échéant, une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière.

3 - Conditions relatives au contrat

3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

3.1.1 - Période initiale

Le marché est conclu pour une période initiale de 1 an, à compter de sa date de notification.

3.1.2 - Reconductions

Le marché est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du marché, toutes périodes confondues, est de 4 ans. La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 2 mois avant la fin de la durée de validité du marché. La reconduction ne peut être refusée.

Au plus tôt, de manière anticipée :

Dans le cas où le montant maximum serait atteint avant le terme de la période considérée (la période initiale ou l'une des trois périodes de reconduction), le pouvoir adjudicateur informe par écrit son cocontractant de la reconduction anticipée du marché. La durée maximale du marché sera ainsi réduite au prorata des mois anticipés.

La reconduction anticipée est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 2 mois avant la fin de la durée de validité du marché. La reconduction anticipée ne peut être refusée.

3.1.3 - Délais d'exécution

Les délais de livraison sur lesquels s'engage le candidat sont indiqués dans l'annexe n°1 à l'acte d'engagement (AE) : « Bordereau des prix unitaires (BPU) ».

3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au fournisseur retenu seront payées par chaque établissement bénéficiaire dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue dans le cahier des clauses particulières (CCP), ils doivent le préciser dans l'acte d'engagement (AE).

3.3 - Confidentialité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité requise pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du cahier des clauses particulières (CCP) qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de cette obligation de confidentialité.

4 - Contenu du dossier de consultation des entreprises (DCE)

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC) ;
- L'acte d'engagement (AE) ;
- L'annexe n°1 à l'acte d'engagement (AE) : « Bordereau des prix unitaires (BPU) » ;
- Le détail quantitatif estimatif (DQE) ;
- Le cahier des clauses particulières (CCP) ;
- Le cadre de réponse technique ;
- Le formulaire DC1 – Lettre de candidature / Désignation du mandataire par ses co-traitants ;
- Le formulaire DC2 – Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement.

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du dossier de consultation des entreprises (DCE) sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation des entreprises (DCE) au plus tard 8 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier de consultation des entreprises (DCE) initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation des entreprises (DCE) modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier de consultation des entreprises (DCE) par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

5 - Présentation des candidatures et des offres

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

5.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
DC1 - LETTRE DE CANDIDATURE / DESIGNATION DU MANDATAIRE PAR SES CO-TRAITANTS.	Non
DC2 - DECLARATION DU CANDIDAT INDIVIDUEL OU DU MEMBRE DU GROUPEMENT.	Non

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr, soit le document unique de marché européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) – accompagné de la délégation de pouvoir qui habilite le signataire à engager la société ;	Oui
L'annexe n°1 à l'acte d'engagement (AE) : « Bordereau des prix unitaires (BPU) » ;	Non
Le détail quantitatif estimatif (DQE) ;	Non
Le cadre de réponse, accompagné de tous les éléments demandés dans le cahier des clauses particulières (CCP), permettant d'apprécier les critères de jugement des offres définis à l'article 7.2 du présent règlement de la consultation (RC) ; <u>Notamment :</u> > S'agissant des dispositifs proposés : les fiches techniques correspondantes ; > S'agissant de la formation : durée, principaux points abordés, documentation et supports distribués au service concerné.	Non
Un relevé d'identité bancaire (RIB).	Non

Autres documents :

Libellés	Signature
Attestation fiscale datant de moins de 6 mois.	Non
Attestation sociale datant de moins de 6 mois.	Non
Attestation d'assurance en cours de validité.	Non
Liste nominative des salariés étrangers employés par le candidat et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du code du travail. Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié : sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail (à dater au jour du dépôt de l'offre sur le profil d'acheteur).	Non

5.2 - Echantillons

Afin d'optimiser l'analyse des offres, les candidats doivent fournir trois échantillons :

- Deux de taille médium ;
- Un de taille extra-large.

Les candidats doivent obligatoirement envoyer les échantillons demandés, à titre gracieux, avant la date limite de réception des offres indiquée en page n°1 du présent règlement de consultation (RC).

Ces échantillons doivent parvenir à l'adresse suivante :

<p>CENTRE HOSPITALIER DE VALENCIENNES <i>À l'attention de Madame Joanne LOUCHEUT</i> Pôle Services – Magasin des ateliers Avenue Désandrouin – B.P. 479 59322 VALENCIENNES Cedex</p>
--

Ces échantillons doivent être identifiés de la façon suivante :

<p>Nom du candidat, adresse et coordonnées NE PAS OUVRIR – ECHANTILLONS AOO – 20250030001000 Fourniture de couchages de sécurité</p>
--

Il est précisé que les échantillons servent à l'analyse des offres pour juger le critère « valeur technique » et en cas de litige à vérifier que la qualité du dispositif médical livré est en tout point équivalente à celle du dispositif médical proposé lors de la mise en concurrence.

Le transport des échantillons jusqu'au lieu de livraison est à la charge des candidats.

Toute offre qui ne comporterait pas les échantillons demandés sera déclarée irrégulière.

Des échantillons supplémentaires peuvent être demandés afin d'organiser des essais techniques complémentaires. Ils doivent alors faire l'objet d'un envoi express de la part des candidats.

Tout échantillon doit comporter un étiquetage indiquant le nom du candidat, la référence de la consultation, le numéro de lot auquel il se rattache et la référence du produit proposé.

Sous peine du rejet de leur offre, les candidats doivent impérativement fournir avec leurs échantillons un bon de livraison. Le bon de livraison est signé par le réceptionnaire. Ce bon de livraison comporte notamment :

- La référence à l'affaire ;
- La date et l'heure de livraison ;
- L'identification et le nombre d'échantillons livrés ;
- Les numéros de lot, le cas échéant ;
- Le nom du candidat.

Les échantillons demeureront la propriété du pouvoir adjudicateur et ne font pas l'objet d'une restitution aux candidats non retenus.

6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

6.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. À ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par le pouvoir adjudicateur. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé USB) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Elle est ouverte dans les cas suivants :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- Lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

CENTRE HOSPITALIER DE VALENCIENNES
Pôle Services – Cellule des marchés publics
Avenue Désandrouin – B.P. 479
59322 VALENCIENNES Cedex

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.



Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite.

6.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

7 - Examen des candidatures et des offres

7.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

7.2 - Attribution du marché

Le jugement des offres est effectué dans les conditions prévues aux articles L. 2152-1 à L. 2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du code de la commande publique et donne lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière peut faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée est éliminée.

La régularisation d'une offre peut avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
1. VALEUR TECHNIQUE , appréciée sur la base des échantillons et du cadre de réponse.	50 points
1.1. Qualité des couchages de sécurité proposés , décomposée de la façon suivante :	30 points
- Praticité : nombre de tailles disponibles (5 pts), facilité à distinguer visuellement quelle taille correspond à tel poids (5 pts) ;	10 points
- Facilité de pose : nombre de sangles sur le dispositif et placement de celles-ci (3 pts), taille des sangles (2 pts), liberté de mouvement du patient (2 pts), facilité pour enfiler le dispositif au patient (3 pts) ;	10 points
- Résistance : solidité du tissu (3 pts), intégration du maintien pelvien dans le dispositif (2 pts), solidité des sangles : mode de fixation et résistance de la matière (3 pts), solidité des fermetures (2 pts).	10 points
1.2. Qualité des formations proposées , décomposée de la façon suivante :	20 points
- Durée de la formation, en adéquation avec le contenu (5 pts) ;	
- Contenu de la formation (10 pts) ;	
- Clarté / intelligibilité des supports pédagogiques (5 pts).	

2. PRIX , apprécié sur la base du détail quantitatif estimatif (DQE), décomposé de la façon suivante : - Montant total en € H.T. des couchages de sécurité proposés (30 pts) ; - Montant total en € H.T. des formations proposées (10 pts) .	40 points
3. PERFORMANCE ENVIRONNEMENTALE , appréciée sur la base du cadre de réponse, décomposée de la façon suivante : - Recyclabilité du couchage dans sa globalité ou partiellement (5 pts) ; - Composition des matériaux du couchage avec le pourcentage de matière recyclée (5 pts) .	10 points

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur 100 points.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées dans le bordereau des prix unitaires (BPU) et le détail quantitatif estimatif (DQE), celles-ci seront corrigées en conséquence. Le candidat sera alors invité à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

7.3 - Suite à donner à la consultation

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

8 - Renseignements complémentaires

8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Cette demande doit intervenir au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier de consultation des entreprises (DCE) ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

8.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE LILLE

5, rue Geoffroy Saint-Hilaire
59014 LILLE CEDEX CS 62039

Tél : 03 59 54 23 42

Télécopie : 03 59 54 24 45

Courriel : greffe.ta-lille@juradm.fr

** Coordonnées identiques, pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours.*

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du marché ;
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du code de justice administrative (CJA) ;
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Le tribunal administratif de Lille peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet : www.telerecours.fr

L'organe chargé des procédures de médiation est :

COMITE CONSULTATIF INTERREGIONAL DE REGLEMENT AMIABLE DES DIFFERENDS OU LITIGES RELATIFS AUX MARCHES PUBLICS DE NANCY

Préfecture de Meurthe et Moselle
1, rue du préfet Claude Erignac
54000 NANCY

Tél. : 03 83 34 25 65

Mail. : caroline.page@meurthe-et-moselle.gouv.fr